

Inter-Verbands-Gericht

Autor(en): **J.L.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Film = Film Suisse : offizielles Organ des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes, deutsche und italienische Schweiz**

Band (Jahr): - **(1936)**

Heft 38

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-732526>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Schweizer



FILM

Suisse

OFFIZIELLES ORGAN DES SCHWEIZ. LICHTSPIELTHEATER-
VERBANDES, DEUTSCHE UND ITALIENISCHE SCHWEIZ

RÉDACTRICE EN CHEF
EVA ELIE

DIRECTEUR : Jean HENNARD

Redaktionelle Mitarbeit :
Sekretariat des S.L.V.

N° 38

DIRECTION,
RÉDACTION,
ADMINISTRATION :

TERREAUX 27
LAUSANNE

TÉLÉPHONE 24.490

Le numéro : 40 cent.
Abonnement : 1 an, 6 Fr.
Chêq. post. 11 3673

Les abonnements partent
du 1er janvier.

Allen unsern wertgeschätzten
Lesern und Inserenten erbiten
wir zum Jahreswechsel die
besten Glückwünsche
SCHWEIZER-FILM-SUISSE
Redaktion und Administration.

A tous ses annonceurs et lec-
teurs, le « Schweizer-Film-Suisse »
présente ses
meilleurs vœux
pour la Nouvelle Année.

A l'heure du bilan...

Pagaie complète !!!

Pauvre cinématographie suisse. Au seuil de l'an nouveau, elle se trouve dans un bien piètre état, dépassant même les prévisions les plus pessimistes. Inutile de se gargariser de grands mots et d'essayer de voiler la réalité : la sacro-sainte Convention, le miracle de 1935, sombre lamentablement. L'Association des Loueurs de Films, amalgame invraisemblable d'intérêts les plus divergents et les plus contraires, est de loin la plus atteinte.

Depuis longtemps le feu couvait sous la cendre. On se faisait force sourires, quitte à se poigner en douce. Des règlements avaient été établis et signés en grande pompe. Puis ce fut rapidement au plus malin, à celui qui interpréterait avec le plus de dextérité les belles formules dont l'accouchement s'avéra si pénible. A ce petit jeu, les braves gens respectueux de leurs engagements se trouveront être les dinonds de la farce.

Il était d'ailleurs tout à fait imprudent d'enchaîner des gens corrects, des commerçants avisés, à des aveugles remuants, pêcheurs en eau trouble.

Par une situation extraordinaire et anormale, le loueur suisse devint de suite un banquier : le producteur lui réclamait des traites avant même d'avoir tourné un mètre de film ; ayant encaissé la recette — comptant, ce qui est une supériorité sur toutes les industries et tous les commerces — bien trop souvent le directeur de cinéma néglige de s'acquitter du prix de location, ayant de vieux « trous » criards à boucher.

Vint la convention, qui assurait — sur le papier — un paiement rapide de la location des films. Cette clause, si elle eût été rigoureusement observée, était capitale pour le loueur. Mais, hélas, il n'en fut rien : les bons payeurs ne s'augmentèrent pas d'une seule unité.

Au contraire, de nouveaux loueurs — commanditaires naïfs, allumez vos cigares... — gâchèrent plus que jamais le marché déjà si mal en point. De nouveaux cinémas enlevèrent aux salles déjà existantes tout espoir de faire leurs frais.

Et l'on vient nous raconter que la Convention est venue mettre de l'ordre dans le désordre, alors même qu'elle fut le germe du plus complet galoché. Certes, les promoteurs furent sincères et pleins de bonnes intentions. Nous dirons même qu'ils ont essayé d'atténuer une situation chancelante pour toute l'industrie cinématographique suisse. Mais leur bonne volonté rencontra la plus parfaite indifférence...

Moribonde convention. Franchement, dans les conditions actuelles, elle apporta au cinématographe le soutien que la corde assure au pendu !!! Ceux qui se nourrissent encore d'illusions, qui croient à la sincérité et à l'efficacité des résolutions votées, nous les renvoyons simplement aux faits eux-mêmes : ils parlent suffisamment, que dis-je, ils crient... ils hurlent !!!

Que souhaiter pour l'avenir ? Un coup de ba-

lai, un assainissement énergique de l'Association des Loueurs et le torpillage officiel et définitif de la Convention 1935 pour la remplacer par une réglementation draconienne et observée par tous. Que les cinégraphistes corrects, dont le passé est d'une constante honnêteté, se groupent plus étroitement et, évitant les belles phrases creuses, prennent ensemble des mesures sérieuses de nettoyage. Et une fois d'accord — ce qui sera beaucoup plus facile qu'actuellement, où règnent des francs-tireurs — qu'ils s'assurent l'appui des autorités et de la presse quotidienne. Des mesures spéciales seraient prises pour limiter à sa plus simple expression l'activité des dissidents et les empêcher de nuire à l'économie générale du pays. Nous aurions alors une Association des Loueurs forte et respectée, où chacun soutient son collègue et ne pense pas uniquement à le faire glisser sur une pelure d'orange.

Aujourd'hui, des mesures extraordinaires sont difficiles à obtenir, car les autorités ont une bien mauvaise impression de la location en Suisse, justifiée par des dénonciations émanant même de membres actifs de l'Association des Loueurs... Des faits d'une extrême gravité — autant de pavés dans la mare — vont être révélés et témoignent de la solidarité actuelle !!!

Mais ne gâchons pas trop ce début de l'an et, comme le meilleur feuilletoniste, disons : « A suivre... »

Des poires... encore des poires !

50 % sur la recette

pour le prochain film de CHARLOT

Chacun soit que la situation du cinéma en Suisse est très grave. Aussi n'est-ce pas sans stupefaction que nous apprenons que certains directeurs de cinémas ont offert 50% de la recette (on dit même 60%) pour obtenir la prochaine œuvre de Charlot.

Que le grand artiste que ses occupations conjugales empêchent de produire plus d'un film par an n'ait pas eu le temps de mettre au point son œuvre pour Noël, causant ainsi aux directeurs de cinémas un formidable manque à gagner, passe encore, mais que des directeurs suisses soient assez bêtes pour payer les pots cassés, cela devient ridicule, pour ne pas dire plus.

Malheureusement ces tristes exceptions donnent des arguments au fisc, qui vient de ou va saigner quelques loueurs, comme si leur situation était déjà si bonne !!! Il fallait bien quelques directeurs de salles pour tout aggraver encore...

PROSIT NEUJAHR!

Allen Mitgliedern, Freunden und Kollegen entbieten wir zum Jahreswechsel die herzlichsten Glückwünsche. Ein an Enttäuschungen reiches Jahr liegt hinter uns; aber trotz aller Rückschläge dürfen wir den Mut nicht sinken lassen. Vertrauen in unsere Berufsorganisation und deren Organe, sowie das feste Gefühl der Zusammengehörigkeit werden uns auch im neuen Jahre Mittel und Wege finden lassen, um die schwere Krisenzeit zu überwinden.

Auf in ein froheres und besseres 1936!

Vorsand und Sekretariat des S. L. V.

Inter-Verbands-Gericht

Präsident:
Oberrichter Dr. Eugen HASLER, Zürich
Schiedsrichter des S.L.V.:
Georg EBBERHARDT, Aarau — Richard ROSENTHAL, Zürich
Schiedsrichter des F.V.V.:
Dr. Karl EGGHARD, Bern — Max STOEHR, Zürich

I. SITZUNG

vom 2. Dezember 1935, nachm. 5 Uhr, in Zürich
in Sachen
**Schweiz. Lichtspieltheater-Verband
Zürich**

vertreten durch Rechtsanwält Dr. Otto Frikker
contra
Ciné-Vox S. A., Bern
vertreten durch Fürsprecher Robert F. Moser

Rechtsbegehren :

1. Die Ciné-Vox S. A. sei gemäss Art. 19 des Interessenvertrages mit einer angemessenen Busse zu belegen.
2. Der von der Beklagten unter Ausschluss des Platzes Zürich erworbene Film «Es flüstert die Liebe» sei für das ganze Gebiet der Schweiz zu sperren.
3. Die Beklagte habe die ordentlichen und ausserordentlichen Kosten des Gerichtsverfahrens zu bezahlen.

Tatsächliches

I. Der Schweiz. Lichtspieltheaterverband hat in Erfahrung gebracht, dass die Ciné-Vox S. A. in Bern einen Film, betitelt

« Es flüstert die Liebe »

von einem ausländischen Produzenten unter Ausschluss des Platzes Zürich erworben hat. Der S.L.V. hat in diesem Kontrakt eine krasse Umgehung der Bestimmungen des Interessenvertrages vom 1. Juli 1935 erblickt, indem durch dieses Vorgehen einen Nichtmitglied des S.L.V. Gelegenheit gegeben wird, diesen Film auf Umwegen, bezw. unter Umgehung des Interessenvertrages zu erwerben.

II. Das Sekretariat des S.L.V. hat auf Grund der in diesem Zusammenhang ermittelten Tatsachen Klage beim Inter-Verbandsgericht erhoben und gleichzeitig auf die formellen Einwendungen der Beklagten nicht eingetreten.

III. In der Hauptverhandlung vor dem Inter-Verbandsgericht hat die Beklagte den Tatbestand in vollem Umfang anerkannt, d. h. zugegeben, den genannten Film « Es flüstert die Liebe » trotz Kenntnis, dass derselbe am 17. Oktober 1935 an das Cinema Rex in Zürich vermietau worden sei, für die Schweiz unter Ausschluss der Stadt Zürich erworben zu haben.

IV. Die Beklagte hat in der Verhandlung sich zuerst darauf beschränkt, formelle Einwendungen gegen das Inter-Verbandsgericht geltend zu machen, mit dem Hinweis darauf, dass vorerst das Bureau in Aktion hätte treten sollen, wogegen aber der Parteivertreter der Beklagten auf diesbezügliche Befragung zugeben musste, dass in Bern stattgehabe Besprechungen zwecks aussergerichtlicher Erledigung des Streitfalles resultatlos verliefen. Da der klagende Partei selbst an einer raschen Abklärung gelegen war, hat diese auf die Vorbehandlung im Bureau der beiden Verbände verzichtet. Das Inter-Verbandsgericht ist demnach auf die formellen Einwendungen der Beklagten nicht eingetreten.

V. Die Beklagte hat material in der Hauptsache den Standpunkt vertreten, dass der Interessenvertrag vom 1. Juli 1935 das ihr vorgeworfene Vergehen nicht umschreibe. Mit andern Worten, dass mangels genauer Umschreibung des inkriminierten Tatbestandes eine Verurteilung der Beklagten nicht möglich sei.

VI. Der Vertreter der Klagepartei, Herr Dr. Otto Frikker, hat in rechtlicher Beziehung insbesondere geltend gemacht, dass der Grundge-

danke des Interessenvertrages in der Schaffung einer gemeinsamen Plattform im täglichen Geschäftsverkehr der beiden interessierten Sparten, Theaterbesitzer und Filmverleiher, bestanden habe. Lediglich die herrschende grosse Not im Kinogewerbe und die leider vorhandenen Missbräuche und Schädlinge des Gewerbes konnten die Verbände zu dieser grossen Tat, wie sie der Interessenvertrag darstellt, vereinigen. Der Entschliessung im Falle des « Cinema Rex » betreffend Nicht Aufnahme als Mitglied des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes habe bei den Interessierten viel Staub aufgeworfen und es war jedem Mitglied des S.L.V. wie auch des F.V.V. bekannt, dass schliesslich der Zweck des Interessenvertrages den Schutz der Verbandsmitglieder zur Voraussetzung habe. So musste zwangsläufig die Offerte eines ausländischen Produzenten an die Adresse eines schweizerischen Film-Verleihers, einen Film für das schweiz. Territorium unter Ausschluss der Stadt Zürich zu erwerben, grosses Aufsehen erregen und auch a priori verächtlich wirken. Ein Film kann eventuell noch nach besonderen Sprachgebieten oder Kantonen von verschiedenen Verleihern vermietau werden ; es muss aber als absolutes Novum bezeichnet werden, dass ein Film für das Gesamtgebiet der Schweiz unter Ausschluss der grössten Stadt erworben wird. Alle Einwendungen der Beklagten, den Interessenvertrag nicht verletzt zu haben, weil der Tatbestand im Interessenvertrag nicht ausdrücklich aufgeführt ist, können nicht gehört werden. Sowohl die Statuten des S.L.V., wie auch des F.V.V., enthalten Bestimmungen, wonach ein Mitglied aus dem Verbands ausgeschlossen werden kann, sofern dasselbe die Interessen des Verbandes gröblich verletzt. Im Falle der Ciné-Vox wird aber eine wertverfälschende und vertragswidrige Gesinnung in dem Abschluss dieses Vertrages nicht zu leugnen.

Im Übrigen darf jedem einzelnen Mitglied des Verbandes, S.L.V. oder F.V.V., diejenige Einsicht zugunsten werden, dass dasselbe die Grenzen der Gesamt-Verbandsinteressen und der Verletzung derselben kennt. Es ist daher auch nicht möglich, jeden einzelnen Tatbestand in die Statuten oder einen Vertrag aufzunehmen, sondern es muss genügt werden, wenn von jedem Normal-Menschen erwartet werden darf, dass er als Mitglied eines Verbandes nur im Rahmen der allgemeinen Verbandsinteressen handelt. Dass nun aber die Ciné-Vox einen Film unter Ausschluss des Platzes Zürich einem Nichtmitglied des S.L.V. in Zürich vermietau wurde, erwirbt, muss unter allen Umständen als grobe Verletzung des Interessenvertrages bezeichnet werden.

Dass der klägerische Vertreter neben der Aussprechung einer Busse auch noch die Sperrung des Films für das gesamte Gebiet der Schweiz beantragte, ist selbstverständlich, denn das Busserkenntnis allein könnte ein derartiges Verfahren keinesfalls rechtfertigen, wenn nicht automatisch dem Rechtsbrecher die Möglichkeit genommen wird, den Film weiter zu vermietau.

Das Inter-Verbandsgericht, hat nach eingehender, geheimer Urteilsberatung, deren Inhalt dem Redaktor dieser Zeilen unbekannt ist, folgenden Entscheid gefällt :

1. Die Ciné-Vox A. G. wird wegen Verletzung des Interessenvertrages zur einer Geldbusse von Fr. 500.— verurteilt.
2. Der Film « Es flüstert die Liebe » bleibt auf unbeschränkte Zeit für das ganze Gebiet der Schweiz gesperrt. Bereits abgeschlossene Film-Mietverträge werden annulliert.
3. Die Beklagte hat die ergangenen Gerichtskosten mit zirka Fr. 1000.— zu bezahlen, nebst einer Prozessschädigung von Fr. 250.— an den klägerischen Anwalt.

Dieses Urteil soll sämtlichen Mitgliedern, gleichgültig welcher Sparte angehörig, als warnendes Beispiel dienen. Der Interessenvertrag gibt den beiden Verbänden genügend Rechtsmittel, um eklatante Verletzungen der Verbandsinteressen wirksam zu bekämpfen, selbst dann, wenn der Tatbestand noch so sorgfältig getarnt wird.
J. L.

G. CONRADT'S Kino-Kohlen „NORIS-HS“

VOLLKOMMENES
LICHT

GERINGER
ABBRAND

*** G. CONRADT

KINOMARKE NORIS «HS»

VERKAUF DURCH :

CEGE-
GRAPHITWERK A.G.

ZÜRICH
Wehntalerstrasse 600
Telephon 69.122